



Lettre n°131 du 1er mars 2020

Mauvais coup et bassesse de Macron, la société malade du virus du profit

Toute honte bue, fidèle à lui même, Macron qui avait convoqué un conseil des ministres samedi après-midi au sujet de l'épidémie de coronavirus, a profité de l'occasion pour faire son mauvais coup en demandant au Premier ministre d'annoncer le recours au 49-3 pour imposer sa réforme rejetée par tout le pays. Il espère ainsi profiter de l'inquiétude et des craintes suscitées par l'épidémie pour imposer sa politique et empêcher toute réaction à son mauvais coup. Un geste révélateur et minable bien à l'image du personnage qui ne fera qu'accélérer la crise politique dans laquelle la macronie est embarquée.

Déjà, lors de sa visite à la Pitié-Salpêtrière où il était venu s'imposer aux hospitaliers qui depuis des mois luttent contre le manque de moyens de l'hôpital public au bord de la rupture, il n'avait pu échapper à la contestation. « *On est au bout, on est vraiment au bout* », lui avait lancé un médecin fustigeant ses discours mielleux et ses promesses hypocrites. Le seul dévouement du personnel ne pourra permettre aux hôpitaux, débordés face au cours ordinaire de la vie, de tenir le choc confrontés à une épidémie. Et si le Premier ministre avait pu croire réaliser l'union nationale face à la menace épidémiologique, en recevant l'ensemble des partis de Marine Le Pen à Jean Luc Mélenchon, sa manœuvre se retourne contre lui.

Le pouvoir, dans sa précipitation, montre son vrai visage haineux et pris de panique alors que le coronavirus révèle les méfaits d'une politique qui sacrifie les services publics, les retraites, les intérêts du plus grand nombre au profit d'une minorité, plus globalement l'incurie de la société capitaliste, les méfaits de la concurrence et de la course au profit.

« *Vous devez être prêt à gérer cela à une plus grande échelle, et cela doit être fait rapidement* », mais le monde « *n'est tout simplement pas prêt* », a déclaré un haut responsable de l'OMS à Genève s'adressant aux États. Le monde n'est pas prêt, bien au contraire même, la logique du profit, de la concurrence, l'anarchie de la production à l'échelle mondiale, les dictatures ou les craintes des États sont autant d'obstacles à une réponse rationnelle, démocratique, sans panique et consciente des risques face à une nouvelle maladie.

Et au lieu que puissent se développer la solidarité et la coopération entre les peuples pour maîtriser la menace de pandémie, les calculs égoïstes et irrationnels des financiers, des multinationales et des États qui les servent, ici de Macron et du CAC40, menacent de plonger l'économie dans la récession et de provoquer un krach financier.

Panique virale sur les marchés

Les Bourses viennent de connaître leur pire semaine depuis la crise de 2008, seule réaction de ceux qui tiennent les rênes de l'économie mondiale face au ralentissement, à cause de la propagation de l'épidémie à travers la planète, d'une économie déjà en difficulté.

Jusqu'alors indifférentes au déclenchement de l'épidémie, les places financières ont enchaîné les records avant de sortir de l'euphorie et de commencer à paniquer. Drogés par la politique d'argent gratuit des banques centrales qui répondent présentes en toutes circonstances, comme elles l'ont toujours fait depuis la crise, les financiers sont dans leurs bulles spéculatives, obsédés par la rentabilité financière. Pas d'inquiétudes, ils comptent sur une nouvelle baisse de taux pour soutenir le prix de leurs actifs. Et quand les taux seront au plancher, d'autres outils prendront le relais. Aucun risque que la perfusion ne se tarisse, les grands argentiers de la planète ne peuvent de toute façon pas se le permettre... Sauf que tôt ou tard la réalité rattrape le délire des capitalistes.

L'effondrement des principales bourses indique que le virus pourrait être le déclencheur d'une crise économique sans égale annoncée depuis des années, suite aux mesures prises il y a dix ans, qui n'ont fait qu'accroître les contradictions du capitalisme. La crise du coronavirus met à nu le système financier mondial reposant sur une montagne de dettes. Depuis la crise de 2008, l'endettement mondial a explosé : il atteint 230 000 milliards de dollars en 2019 selon les estimations de la Banque des règlements internationaux. D'année en année, cette dette croît beaucoup plus vite que la croissance mondiale.

Face à ce qui est déjà une pandémie, la coopération internationale devrait être de mise, en particulier pour mobiliser les compétences afin de produire un vaccin et cher-

cher les moyens thérapeutiques face au virus, répondre aux besoins sanitaires des populations les plus défavorisées. C'est bien l'inverse qui se passe selon la logique du désordre de la course au profit et de la concurrence.

L'instrumentalisation démagogique des peurs par les xénophobes nationalistes

Les spéculations financières s'accompagnent de spéculations politiques réactionnaires qui flattent les peurs. En Italie, Salvini, le dirigeant de La Ligue du Nord, clame : « *Maintenant, il faut bloquer les frontières. On l'avait dit quand on demandait des contrôles contre l'entrée des migrants, mais on nous traitait de chacals et de fachos* ». Ici, Eric Ciotti (LR) demande des mesures de contrôle renforcées à la frontière italienne « *avant qu'il ne soit trop tard* ». Marine Le Pen aussi, soulignant que l'Arménie, la Jordanie, le Pakistan et l'Afghanistan avaient restreint les échanges avec l'Iran ou fermé leurs frontières.

Les virus se moquent des frontières, cette évidence n'empêche pas la multiplication des prises de positions démagogiques au mépris de ce qu'expliquent les épidémiologistes.

Cette propagande se double d'une dénonciation de la mondialisation du point de vue nationaliste.

Bruno Le Maire se félicite que la crise du coronavirus montre « *la nécessité impérieuse de relocaliser un certain nombre d'activités* ». L'organisation de la production à l'échelle internationale par les multinationales est certes une absurdité. Elle n'obéit qu'au seul objectif de rentabilité financière et de baisse des coûts de production. La réponse à cette absurdité sociale et écologique n'est pas la méthode Trump mais bien d'en finir avec ce système en faillite dont la survie impose à l'humanité d'énormes sacrifices et lui coûte infiniment plus cher que le coronavirus.

La crise politique qui mûrit et la possible déroute de la réforme des retraites

La pandémie du coronavirus exigerait une coopération mondiale à l'image de l'ensemble des problèmes auxquels les hommes, la nature sont confrontés, à l'opposé de tout ce qui flatte les égoïsmes et les préjugés xénophobes et chauvins. Elle met en lumière les dégâts causés par l'offensive des classes dirigeantes et des États capitalistes, en particulier au niveau des services publics, de la santé. Elle souligne l'absurdité d'un système fondé sur l'exploitation du travail humain et le pillage de la nature dans le seul but de faire fructifier toujours plus les capitaux et les richesses détenus par une minorité parasite.

Ainsi, 2019 a été une excellente année pour les actionnaires du monde entier : les plus grosses entreprises leur ont versé quelque 1 430 milliards de dollars, soit une hausse de 3,5 %. Pour l'Europe, c'est la France qui est sur la plus haute marche du podium, avec 63,9 milliards de dollars distribués par les entreprises du CAC 40 -toujours pour la seule année 2019- en hausse de 1,3 %.

Cette accumulation d'argent vient d'une exploitation accrue de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, des salaires bloqués, des licenciements, du chômage... Elle fragilise toute la société et menace aujourd'hui l'économie d'un krach financier et d'une récession, désarmant par avance les populations des moyens de contenir et de se protéger de la pandémie du coronavirus qui se développe.

Les 5 000 milliards d'euros partis en fumée sur les bourses la semaine dernière, c'est du travail humain détruit dans des jeux barbares alors que des millions d'êtres humains survivent dans un dénuement complet.

L'urgence est à la révolte, à l'organisation, à la lutte pour mettre fin à ce système, conquérir la démocratie, le pouvoir pour empêcher les classe dominantes de nuire, les exproprier. C'est poursuivre et renforcer le combat que nous avons engagé contre la réforme de Macron, un combat pour défendre et construire un autre avenir que celui de la catastrophe sociale, démocratique, écologique à laquelle conduit la fuite en avant aveugle des capitalistes et de leurs États.

L'acte 1 de notre mouvement a affaibli le gouvernement empêtré dans ses mensonges, son arrogance et son hypocrisie. Par son coup de force, Macron espère imposer sa loi, mettre au pas l'opposition et surtout juguler la mobilisation tout en remettant de l'ordre dans sa majorité. Ces calculs manœuvriers aggravent les difficultés d'un pouvoir isolé, désavoué, incapable de contrôler ses propres troupes.

Au lieu de nous faire taire, il contribue à relancer l'acte 2 de la mobilisation. Des manifestations se développent dans le pays, les interpros, les AG se tiennent pour en discuter, l'intersyndicale devrait appeler à une journée nationale. Ils nous faut augmenter la pression sur le pouvoir pour mettre en accusation une politique cynique et arrogante qui sacrifie nos vies à leurs profits, y compris en militant aux élections municipales pour les listes anticapitalistes et révolutionnaires. C'est possible, le mécontentement ne cesse de s'accumuler, et il se pourrait bien que le 49-3 fasse déborder la coupe et que Macron soit incapable de porter sa réforme jusqu'au bout.